

sur l'octroi des ressources nécessaires pour régler la plupart des problèmes signalés dans le rapport du Sous-comité.

Le Canada respecte ces engagements. En matière d'aide, nous nous sommes engagés à fournir 6 milliards \$ en ressources nouvelles ou existantes, sur une période de cinq ans, à partir du Sommet de Kananaskis de 2002. Dans le cadre de cet effort, le Canada a établi le Fonds canadien pour l'Afrique (500 millions \$) pour appuyer les objectifs du Plan d'action pour l'Afrique et du NEPAD. Le Fonds est devenu fonctionnel après le Sommet de Kananaskis, sous la direction de la ministre de la Coopération internationale. Au cours du premier exercice se terminant le 31 mars 2003, le Fonds a déboursé 70 millions \$. Au Sommet d'Évian, le montant total du Fonds était engagé.

Le premier ministre s'est également engagé à augmenter l'aide internationale de 8 p. 100 par an et à destiner la moitié ou plus de ces ressources supplémentaires à l'Afrique. En conséquence, le budget fédéral de février 2003 a augmenté l'enveloppe de l'aide internationale du Canada jusqu'en 2004-2005; il s'agit de la première étape d'une initiative visant à doubler le budget de l'aide d'ici à 2010. Ce changement se traduit par une augmentation de 1,4 milliard \$ pour l'exercice 2002-2003 et les deux années suivantes, dont la moitié ou plus sera destinée à l'Afrique.

Un pourcentage important de ces ressources nouvelles ou existantes déployées en Afrique sera directement axé sur la résolution des problèmes signalés dans le rapport du Sous-comité : le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles; l'aide humanitaire pour faire face aux pénuries alimentaires, à la famine et à d'autres crises; les droits de la personne, la démocratie et la bonne gouvernance; et la paix et la sécurité.

Au Sommet du G8 de 2003 qui s'est tenu à Évian, le Canada a été avec la France le principal promoteur d'une décision visant à élargir le dialogue G8-NEPAD afin d'inclure d'autres donateurs clés et des institutions multilatérales. Les dirigeants du G8 ont manifesté clairement cet engagement permanent concernant la mise en oeuvre du Plan d'action pour l'Afrique du G8.

Le Rapport décrit avec précision les incidences catastrophiques directes et indirectes du VIH/sida sur toutes les couches de la société de l'Afrique subsaharienne et met l'accent sur la nécessité de mener une action soutenue. Le Canada tient à faire sa part et à jouer un rôle de leadership dans la lutte mondiale contre le VIH/sida. La Réponse indique les initiatives stratégiques et les engagements financiers accrus du Canada à ce chapitre. Les ministères et organismes fédéraux, et plus particulièrement l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Santé Canada et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) travaillent en étroite collaboration afin d'uniformiser leurs politiques et de coordonner leurs efforts dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale.